

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	- (2013)
Heft:	2
Artikel:	La sécurité de la Suisse : des menaces nouvelles et multiformes peu ressenties dans l'opinion
Autor:	Weck, Hervé de
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-514779

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Une usine nucléaire iranienne à Natanz en 2005.

Politique de sécurité

La sécurité de la Suisse : Des menaces nouvelles et multiformes peu ressenties dans l'opinion.

Col Hervé de Weck

Ancien rédacteur en chef, RMS

(...) dans l'atmosphère d'immobilisme qui suit la fin des drames et l'éloignement des périls et où se raidissent les routines, les égoïsmes et les sectarismes, (...) la participation ne saurait être déclenchée avec l'ampleur qu'elle exige. »

Le 14 septembre 2012, le ministre polonais des Finances – il n'est pas le premier – suscite l'émoi et des réactions outragées en évoquant la possibilité d'une guerre en Europe dans les dix prochaines années, alors que Philippe Masson écrivait déjà dans *Le bel avenir de la guerre en 1995*: « Pourquoi la guerre, qui fut quotidienne nous serait soudain étrangère ? Parce que 10% de l'humanité l'a évitée chez elle pendant deux générations ? »

« La planète ne cesse de réarmer, les dépenses militaires mondiales ayant retrouvé aujourd'hui un niveau bien supérieur à celui de la guerre froide, » mais elles ne cessent de diminuer en Europe depuis le début du XXI^e siècle, en moyenne de 6-7% par an. Dans le même temps, le budget de la défense en Chine a passé de 12 milliards en 1999 à 70 milliards de dollars en 2009. « Il est devenu dououreusement évident que des lacunes en capacité et en volonté ont le potentiel de compromettre la capacité de l'Alliance atlantique à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer. » Dans un avenir proche, les Etats-Unis risquent fort de placer les Européens devant leurs responsabilités en matière de défense.

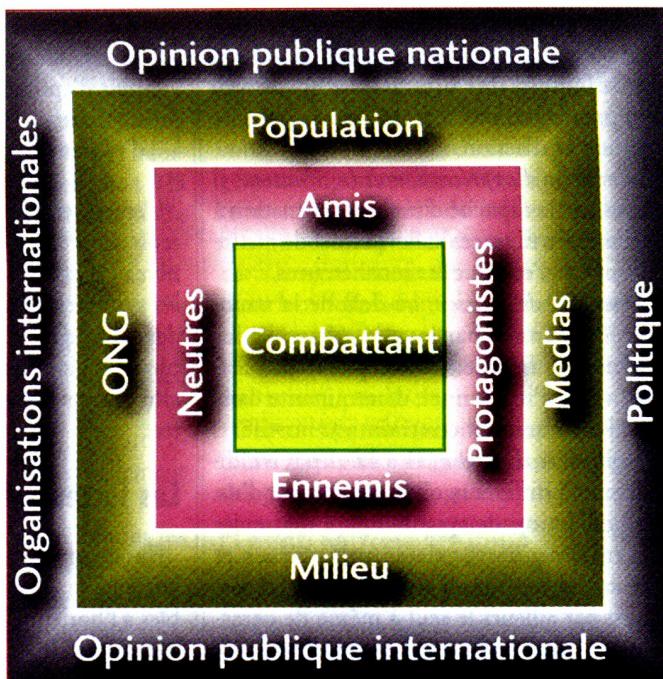
Dans une Europe pacifiée, on ne veut plus parler de guerre et d'ennemi, des termes indécents, par conséquent tabous pour les adeptes du politiquement correct. Admettre l'existence d'un ennemi revient à admettre que ses opinions ne sont pas universellement partagées. Et l'on recourt – comme si la terminologie allait changer la réalité – aux termes de belligérants, de parties adverses, de combattants, d'insurgés, termes qui désignent des acteurs peu organisés, fugaces, difficilement identifiables qui, le plus souvent, ne respectent pas les règles de la guerre.

Dans le futur, la guerre risque de n'être ni régulière, ni irrégulière, car la frontière entre les deux s'estompe chaque jour un peu plus. En revanche, les zones urbaines apparaissent comme le milieu d'engagement le plus probable, même avec des moyens lourds.

Est-ce le moment de réduire encore nos capacités militaires ?

En Suisse, pas question, pour des raisons économiques et stratégiques - « Qui défend tout ne défend rien, » disait Frédéric Le Grand - d'en revenir à une armée de masse comme l'Armée 61 mais de disposer d'un juste volume de forces dotées de capacités suffisantes à même de garantir, en quelques années, une montée en puissance face à la résurgence d'une menace stratégique comme l'histoire aime à en produire. La récupération d'une capacité militaire perdue, conséquence d'un trait rouge sur une ligne budgétaire, peut prendre des décennies. Ainsi la reconstitution d'une force aérienne démantelée au nom des dividendes de la paix! Une telle opération pourrait nécessiter de plus la collaboration d'une armée étrangère. « Un abandon capacitaire est donc un choix hautement stratégique de dépendance ou d'indépendance nationale. Il s'agit de savoir si nous voulons appartenir (...) à ces sociétés qui (...) sont en passe d'atteindre le point où elles ne seront plus en mesure de mettre en œuvre quelque forme de violence organisée que ce soit. Leur survie en tant qu'entité politique cohérente risque de perdre alors toute crédibilité. » Cette situation n'est-elle pas aujourd'hui celle de la Suisse?

Dans une courageuse interview accordée à *L'Hebdo*; le chef des Forces terrestres, le commandant de Corps Dominique Andrey, dit craindre de ne plus parvenir à répondre aux nouveaux défis, à la défense pourtant indispensable des infrastructures, des réseaux électriques et informatiques. « Si l'armée doit composer avec un budget à la baisse, elle ne pourra plus assumer toutes ses tâches constitutionnelles et défendre tout le territoire.



La guerre a changé de visage mais pas de nature!

Elle devra laisser les cantons se débrouiller seuls (...). Il y a (...) un fossé de 20% entre les tâches qu'on nous demande d'accomplir, les investissements que cela suppose et notre budget réel. » Dans le domaine des moyens, il faut prévoir entre autres le remplacement des F-5 Tiger complètement obsolètes. Est-il raisonnable de se passer d'exploration aérienne, d'avions d'appui au sol,

Dans un contexte de guerre infocentré, une salle de conduite de l'US Navy.



En Suisse, peut-on renoncer au drone comme le Heron israélien?...



d'une véritable coupole de DCA, de drones modernes, d'une artillerie opérative, de lance-mines lourds, d'armes antichars à courte portée?

L'armée ne peut plus s'occuper de la seule sécurité extérieure. Lors d'une situation critique dans le pays, la police fait des rondes supplémentaires autour d'une centrale ou d'un barrage, mais elle va se trouver rapidement surchargée. Si la menace s'avère plus lourde, il faut assurer des sites de plus en plus nombreux avec des moyens importants. Seule l'armée peut assumer une telle tâche.

Nos concitoyens comme nos politiciens assimilent les opérations de guerre à des missions de sécurité, un type d'action familier à des spectateurs du travail quotidien des forces de l'ordre, dont les effectifs et l'équipement sont directement liés aux résultats obtenus. Vaincre un ennemi ne poursuit pas le même but que le maintien ou le rétablissement de l'ordre. Un délinquant ne cherche que le profit et les forces de l'ordre appliquent la loi, au bénéfice de l'ensemble de la société. En guerre symétrique ou asymétrique, en opération de contre-insurrection, de défense sectorielle ou pas, on se bat contre un ennemi également convaincu de son bon droit.

« Les armées, rappelle le brigadier Jean-Philippe Gaudin, doivent comprendre les nouvelles menaces qui sortent de notre action militaire perçue comme traditionnelle. Elles doivent s'orienter et se préparer aux crises, conflits et guerres qu'elles auront à conduire et non à celles qu'elles préfèrent parce qu'elles savent le faire. » La guerre n'a pas changé de nature, mais elle a changé de visage, et les armées, même réduites en effectifs, ne coûteront pas forcément moins cher.

Eléments d'une appréciation de situation politico-stratégique « *Ad bellum pace parati* »

Les affrontements interétatiques qui peuvent avoir des conséquences en Suisse

De graves tensions existent dans plusieurs régions qui se trouvent dans la zone d'intérêt de la Suisse et dont les conséquences risquent de la toucher. Les révoltes ont déstabilisé plusieurs pays arabes, dont la Syrie, où une guerre civile s'est installée sur fond de rivalités régionales entre chiites et sunnites, instrumentalisées par des ennemis déclarés du Golfe arabo-persique. La crise syrienne pourrait déborder sur le Liban, très lié à son voisin, mais aussi sur l'Irak, où les rivalités entre sunnites et chiites n'ont pas cessé depuis la chute de Saddam Hussein. Dans la Libye de l'après Kadhafi, beaucoup de milices ne veulent pas désarmer et les alliés touaregs des vaincus embrasent le nord du Mali.

Les discours ainsi que les actions d'Israël contre l'Iran et ses installations nucléaires font craindre une escalade. « *L'Iran s'approche lentement du moment où il entrera dans une zone d'immunité, ce moment où les travaux de protection rendront une attaque impossible* »: cette déclaration d'Ehud Barak, ministre de la Défense israélien, le 2 février 2012, indique une volonté d'in-

tervenir pour stopper le programme nucléaire iranien. Repousser trop longtemps une telle opération laisserait à Téhéran le temps de protéger ses installations. A Fordow, des centrifugeuses, installées à nonante mètres de profondeur, font l'objet des spéculations les plus alarmantes. Les Etats-Unis ont rappelé qu'ils disposent de bombes capables de toucher une cible à cette profondeur. Cela suffira-t-il à retenir Israël ?

Le départ des troupes américaines et de leurs alliés risque de livrer l'Afghanistan, dès 2013, aux talibans, aux trafics et au terrorisme, alors que le Pakistan, qui soutient en sous-main les islamistes radicaux, apparaît de plus en plus instable, tiraillé entre une opinion très anti-occidentale et son alliance militaire avec les Etats-Unis.

La probabilité, l'ampleur, l'étendue géographique de conflits interétatiques, notamment au Proche-Orient et aux confins orientaux du continent européen, s'avèrent très difficiles à mesurer pour les quinze à trente ans qui viennent. Deux verrous, qui limitent les risques de montée aux extrêmes, risquent de sauter: la dissuasion nucléaire fragilisée par une prolifération incontrôlée, ainsi que des poussées de fièvre nationalistes dans des pays accédant au rang de puissances ou prétendant y accéder, pourraient faire diminuer dans les opinions occidentales le refus de la guerre et leur croyance absolue en la primauté du droit international.

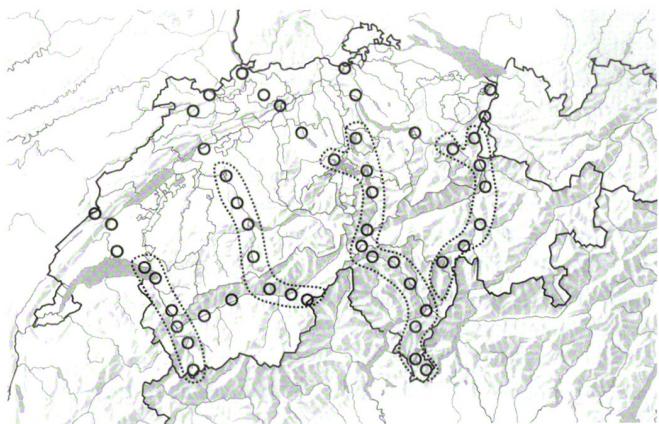
Peut-on exclure les hypothèses à long terme de George Friedman qui soutient que la Russie, en train de recréer son ancienne zone d'influence en Europe du Nord et de l'Est, finira par poser problème aux Etats-Unis et à l'Alliance atlantique, ce qui déboucherait sur une nouvelle guerre froide, peut-être moins mondialisée que la première. En revanche, la Chine semble moins inquiétante, parce que foncièrement instable ?

Comme dans d'autres Etats européens, notre armée peut avoir à faire à des ennemis difficiles à définir selon les normes du droit international, qui ne respectent pas l'éthique, le droit et les règles habituelles d'engagement. Etatiques ou non-étatiques, ils ne combattent pas les seules forces armées mais recourent à une large palette d'actions non conventionnelles, ce qui augmente leur nuisance. D'un niveau technologique inférieur à celui des forces armées, ils ne se laisseront pas imposer la confrontation directe ou des formes de combat qui les désavantagent. A cause de la géolocalisation et de la surveillance du champ de bataille, ils recourent à la dispersion, à la furtivité et, surtout, aux actions en zones urbaines.

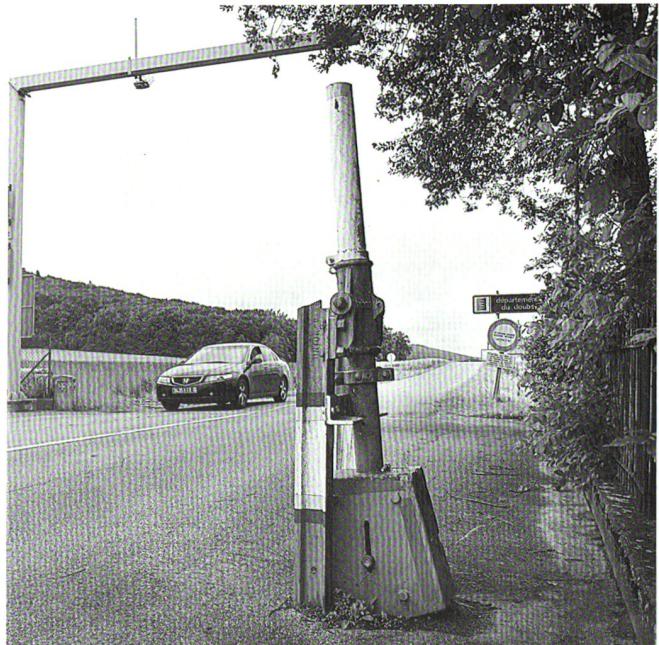
Le droit international humanitaire (DIH) distingue combattants et non-combattants mais ne souffle mot des combattants illégaux. « *Le strict respect des règles éthiques et des règlements contribue à fonder la légitimité de l'action. Toutefois, il y aura lieu de veiller à ce que la dimension juridique n'ait pas sur les armées un effet incapacitant ou inhibiteur. (...) L'introduction de nouvelles contraintes, notamment pénales ou environnementales, devra être considérée avec circonspection, et les spécificités inhérentes à*



... en revanche, pas besoin d'un drone armé comme le *Predator* américain.



L'armée suisse ne doit-elle pas protéger les transversales alpines et les infrastructures sensibles?



Un ancien poste de garde-frontière dans le canton du Jura. Le niveau de criminalité s'explique en partie par l'absence de contrôle à la frontière? (Photo Jacques Bélat)

l'engagement de la force armée devront être dûment prises en compte. »

Dans une telle situation (une guerre asymétrique), le renseignement, proche du renseignement de police, est fondamentalement différent de celui d'une guerre conventionnelle ou symétrique. Il s'agit en effet de prévenir, de réprimer, voire d'exercer une coercition.

Une guerre des virus ?

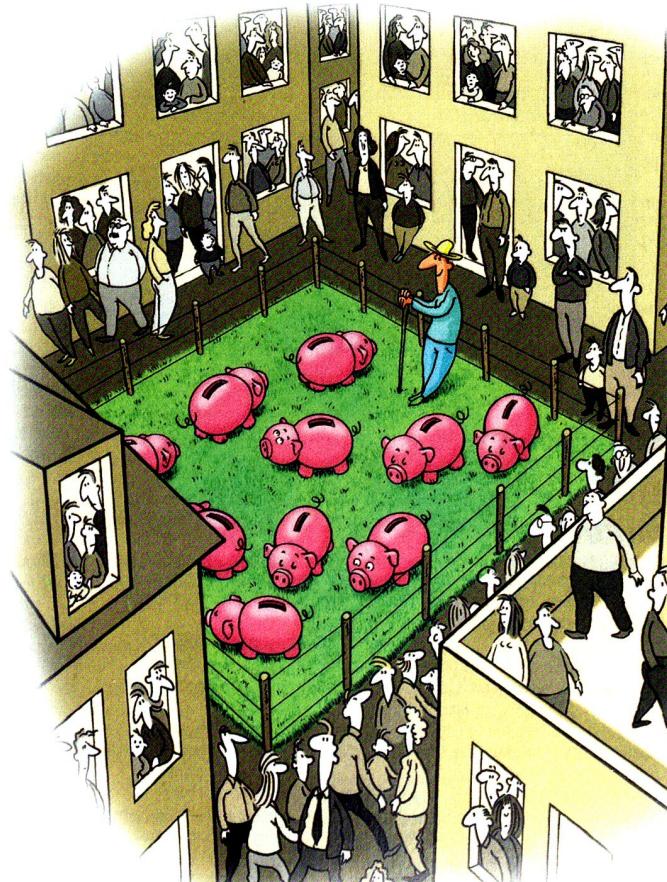
A Fort Leavenworth, centre intellectuel des forces armées américaines, on esquisse des scénarios vraisemblables pour les années 2030. Deux blocs, l'américain et le chinois, se disputent les dernières gouttes de pétrole. Durant un été caniculaire, un virus fauche des millions d'Européens, une épidémie qui rappelle la peste noire. L'Union européenne, affaiblie par des crises financières à répétition, ignore que les Chinois ont mis au point une bombe virale et l'ont répandue secrètement dans le Vieux continent. Elle accepte le vaccin proposé par Pékin en contrepartie d'un accès illimité aux champs pétrolifères de la mer du Nord.

Ces armes bactériologiques découlent de la biologie synthétique mise au point par John Craig Venter, star américaine de la génétique, qui a réussi en 2010 à remplacer le génome d'une bactérie par son équivalent synthétique dans un système qui permet de reprogrammer l'ADN. Cet exploit, les militaires américains auraient voulu le garder secret, mais la compétition fait rage dans ce domaine nouveau...

Terrorisme, criminalité organisée, sécurité intérieure

En mai 2012, Xavier Raufer prétend que « *le terrorisme est à l'agonie* » dans l'Union européenne et dans le grand arc islamique. « *En 2007, l'Union européenne subissait quelque 600 attentats (réussis ou déjoués). En 2011, on n'en compte que 174, 158 en France, en Espagne et en Grande-Bretagne, ailleurs dans l'Union européenne, 24*

La Suisse, riche, attire les convoitises... (Dessin Centre patronal vaudois)



pays sur 27, plus de terrorisme du tout. Et ces ultimes terroristes sont d'affligeants Derniers des Mohicans: bandes séparatistes ou anarchistes, solitaires psychotiques. (...) Non seulement le jihad type Ben Laden est-il aujourd'hui en coma dépassé, mais on peut douter de l'avenir du terrorisme lui-même. »

Sous-tendu par des idéologies extrémistes, y compris islamiste, le terrorisme constitue bel et bien une menace de premier plan, même dans des Etats apparemment épargnés, dont plusieurs abritent cependant des bases logistiques ou constituent des sortes de sanctuaires pour des mouvements terroristes. On ne saurait exclure qu'à l'avenir de telles organisations disposent de moyens nucléaires (bombes sales), radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC), bien que leur maîtrise reste éminemment difficile. Composé de jeunes Français récemment convertis à l'Islam, dont une douzaine a été arrêté au début octobre 2012, des terroristes, arrêtés lors d'une vaste opération en France, sont notamment soupçonnés d'avoir lancé une grenade dans une supérette casher à Sarcelles et d'avoir stocké des composants d'explosifs. Ils auraient eu « *l'intention de tuer* » prétend le procureur de Paris, en les comparant aux sinistres Groupes islamiques armés algériens.

Un souci immédiat: de nombreux systèmes d'armes ont disparu dans les arsenaux de la Libye de l'après Kadhafi. A la fin des opérations de l'OTAN le 31 octobre 2011, le chef de son Comité militaire, l'amiral Giampolo di Paola, parle d'environ 10'000 missiles sol-air, pas tous opérationnels faute d'entretien et de stockage adéquat. Il s'agirait de SA-2, de SA-7, de SA-24S Igla (MANPADS), de SA-75 Dvina, de poste de tir Milan F3. Certains pourraient se trouver en mains d'Al Qaida...

Voilà le contexte dans lequel le commandant de Corps André Blattmann, Chef de l'armée suisse, évoque en août 2012 la possibilité d'un attentat contre un avion de ligne. Posté en bout de piste, un terroriste tire un missile sol-air contre un appareil civil. Si un tel événement survenait n'importe où dans le monde, l'armée suisse recevrait, selon toute probabilité, la mission de sécuriser tous les points de tir possibles aux abords des pistes. En 2011, un exercice révélait qu'il faut environ cinq mille hommes pour sécuriser le seul aéroport international de Kloten. En 2010, André Blattmann disait craindre des flux migratoires touchant la Suisse, dus à la crise économique et à la banqueroute de certains Etats européens. Dans les deux cas, des hypothèses vraisemblables qui ont déclenché le tollé des gentils bien-pensants et des médias. Ueli Leuenberger, l'ancien président des Verts suisses, a même demandé la démission du Chef de l'armée !

Si Xavier Raufer manifeste un optimisme délirant à propos du terrorisme, il perçoit avec justesse une évolution au sein de certains mouvements terroristes et de la criminalité organisée. Une baisse de l'usage des stupéfiants par la jeune génération semble annoncer un marasme dans le marché des drogues, d'où reconversion dans les faux médicaments, la contrefaçon et la cyber-criminalité. La Commission européenne estime à 338 milliards de dollars le chiffre d'affaire annuel mondial du cyber-crime. Des organisations criminelles exercent déjà

leur emprise sur des territoires entiers. Cette criminalité transnationale, qui n'épargne pas la Suisse, risque de la fragiliser sur le plan sécuritaire, mais également financier et économique.

Les quelque cent sociétés privées de surveillance enregistrées à Genève en 2010 n'ont pas de soucis à se faire. Des communes de plus en plus nombreuses recourent à leurs services, parce que la police cantonale n'arrive plus à assurer une présence régulière ni à intervenir sur les cas de petite délinquance. Cologny, en 2010, versait plus de 400'000 francs aux vigiles privés qui patrouillent jour et nuit, renforçant les gardiens engagés par certains habitants pour surveiller leurs riches propriétés. A cause de la proximité de la frontière et de l'allégement des contrôles des gardes-frontière, la commune de Thônex, plus populaire, consacre plus 120'000 francs à cette sécurité privée. Combien y a-t-il de patrouilles de police engagées de nuit dans la République et Canton du Jura? Combien de gendarmes et de policiers manquent dans les corps cantonaux, qui permettraient de réduire la délinquance à un niveau convenable et d'améliorer la sécurité intérieure?

Les services de renseignement tendent à se concentrer sur le terrorisme et la criminalité organisée, oubliant de prendre en compte la dangerosité des mouvements altermondialistes qui s'affirment et se consolident dans leur guerre contre la démocratie néolibérale, ses institutions, les organisations militaires nationales et supranationales, prêts à utiliser tous les moyens pour imposer leurs vues: la désinformation, la constitution de réseaux destinés à influencer la politique nationale, voire mondiale, l'agitation subversive (désobéissance civile, résistance passive, occupation de bâtiments, vandalisme infiltration de manifestations pacifiques), l'insurrection. Faire face à tels dangers exige une coordination, une collaboration étroite entre l'armée et les forces de police sans que, pour des raisons essentiellement budgétaires, syndicalistes, antimilitaristes, on déshabille la première pour mieux vêtir la seconde!

Les risques de la situation économique européenne et mondiale

La mondialisation offre à certaines entités, étatiques ou non, de nouvelles possibilités de déstabiliser les marchés financiers et de créer des dépendances; elle rend plus difficile la protection des secrets industriels, bancaires, ainsi que de la propriété intellectuelle. La crise financière en Occident, avec l'ambiance délétère qu'elle développe, ses implications géoéconomiques et sociales, a un fort impact sur la situation politique des Etats. Rien ne permet d'exclure qu'un régime autoritaire et agressif, à même de menacer la paix dans le Vieux continent, s'installe dans un pays aux marges de l'Europe, voire en Europe. Rappelons-nous les conflits en ex-Yougoslavie.

Le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentation souligne que «*la guerre économique pourrait s'intensifier (...) au profit d'acteurs peu respectueux des règles de la concurrence, insoucieux de la personne humaine (...).*» Le document ne souffle mot – on comprend pourquoi – de l'utilisation, par l'Allemagne,

la France ou la Grèce, des Etats de droit, de données bancaires suisses volées. Il y a vingt ou trente ans, celui qui aurait dit que des gouvernements de démocraties occidentales pourraient commettre un tel délit, aurait passé pour un fou.

Les richesses attirent les puissants – Une constante!

Nous sommes en 100 A.C. L'Empire romain est en grande difficulté financière, notamment à cause des faveurs données au peuple de la capitale, presque tous ne vivent que du pain et des jeux que l'Etat leur accorde. L'empereur Trajan parle : «*Qui pouvons-nous attaquer pour prendre leurs richesses? (...) Les Germains? Trop belliqueux. Les Parthes? Trop puissants. Les Daces [Roumains]? Oui, excellent! (...) L'or des Daces fait fantasmer les Romains. On prépare donc l'agression avec une armée gigantesque (...). Deux campagnes-éclairs en 101 et en 102, deux victoires en rase campagne, le siège de la capitale (...), la capitulation du roi Décébale. On chante victoire dans les rangs romains mais on déchante vite: les Daces ont planqué leur or dans les montagnes (...). Rome reprend l'offensive, prend la capitale, poursuit les survivants sur les cimes du Nord et s'empare enfin de l'or. (...) Et les Daces? On les massacre ou on les déporte, on repeuple leurs terres avec des colons venus de tout l'Empire, on crée une nouvelle Romanie, la Roumanie.*»

Selon le colonel américain Clinton Ancker, directeur honoraire du Combined Arms Doctrine, le monde devrait connaître vers 2030 une grave crise énergétique et alimentaire, dans laquelle les changements climatiques joueront un rôle important. Un affrontement entre la Chine et les démocraties occidentales apparaît possible. Que pourrait-il se passer ailleurs ?

Information, désinformation et subversion

Cibles privilégiées via les médias et les réseaux sociaux, les opinions publiques – en Suisse également – restent soumises à des flux constants d'informations et de désinformations, qui cherchent à exploiter des perceptions anti-occidentales, une sensibilité exacerbée à la légitimité des engagements militaires, une réticence instinctive à accepter dans la durée des opérations qui impliquent des pertes humaines et matérielles.

De grandes questions

Les Suisses ont-ils conscience que les Etats n'ont pas d'amis mais uniquement des intérêts qui, dans certains cas, peuvent être communs? Comprendent-ils vraiment que faire face à de nombreux risques, menaces et dangers nécessite une coopération internationale qui n'est pas forcément synonyme de perte de souveraineté et de neutralité? Notre pays peut-il disposer de moyens autonomes d'alerte avancée, d'évaluation de situation, de géolocalisation ou de synchronisation des systèmes? Peut-il s'en dispenser? Doit-il coopérer avec l'étranger dans le domaine de la cybersécurité?